

RAYMOND LABORDE À LA JONCTION DES POUVOIRS

Raymond Laborde est un politicien sans fioritures. Ses interventions restent brèves, ses commentaires sont lapidaires et ses décisions, sans appel. C'est l'homme qu'a choisi le Gouverneur Edwin Edwards pour remettre de l'ordre dans la maison Louisiane. Le nouveau Commissaire de l'Administration est confronté à un défi de taille : résorber un déficit d'un milliard de dollars dans un budget de l'État de six milliards. Raymond Laborde connaît bien le problème : député, il présidait la commission du budget. Homme-clé de l'administration, il doit maintenant, avec le budget, couper court aux demandes de ses anciens collègues.

Sa carrière politique commença en 1958 lorsqu'il fut élu maire du village de Marksville dans la paroisse des Avoyelles. Située au coeur de l'État, à la limite de la région acadienne et de la Louisiane américaine, la paroisse des Avoyelles garde une allure francophone. Né en 1927 de parents et de grand-parents francophones, Raymond Laborde considère l'anglais comme sa première langue. Il apprit cependant le français à la maison et à l'école. En 1971, il est élu représentant démocrate du district 28 dans sa paroisse natale. «Je ne dirais pas que (mon identité francophone) a eu un effet direct sur ma carrière politique. J'ai fait un peu campagne en français mais mes messages électoraux étaient en anglais. Par contre, dans mes affaires (Raymond's, un magasin), le français m'a aidé. Les clients aiment quand je leur parle français.»

Confortablement réélu pendant 20 ans, Raymond Laborde était à la recherche d'un nouveau défi. Il accepta l'offre du Gouverneur Edwards de changer de camp et de servir l'exécutif. «Ayant siégé aux commissions parlementaires chargées du budget, j'étais familier avec les problèmes et j'ai pensé qu'il était temps de les confronter. D' avoir été parlementaire est assurément un avantage. Je connais le budget et la procédure.»

Allié de longue date d'Edwin Edwards, originaire de la même paroisse que le flamboyant gouverneur récemment réélu pour un quatrième mandat, Raymond Laborde ne correspond pourtant pas à l'image d'Épinal du politicien louisianais. De Huey Long à David Duke, celle-ci repose traditionnellement sur un populisme exacerbé, des méthodes douteuses et des personnalités controversées. Marié à Belle Sanchez, rencontrée durant ses études de biologie à l'Université Loyola de la Nouvelle-Orléans, père de cinq enfants et quatorze fois grand-père, il n'a pas la fibre scandaleuse.

Cette image à part devrait l'aider dans ses nouvelles fonctions. Chargé d'équilibrer un budget sans avoir recours à des augmentations ou créations d'impôts, l'incontournable crédo de l'actuelle politique américaine, Raymond Laborde sait qu'il «va se faire tirer dessus». Et ce n'est que pour le court terme. Un des objectifs de la nouvelle administration est de réformer la base fiscale des opérations de l'État, une base qui s'est effondrée au milieu des années 1980 avec la chute des prix du pétrole et du gaz naturel et des taux anémiques de croissance. La réforme fiscale est à l'ordre du jour et sera proposée aux citoyens par voie d'amendement constitutionnel.

Même avec la stabilité retrouvée durant le mandat du gouverneur sortant Buddy Roemer et les revenus de la loterie (50 millions de dollars l'an dernier) nouvellement instituée, la tâche de

Raymond Laborde ne sera pas facile. Il lui faudra compter sur toute la force de sa détermination et de ses amitiés politiques pour faire avaler la pilule à ses anciens collègues qui devront considérer, entre autres, l'établissement d'un impôt foncier jusque là quasi-inexistant et la pérennisation de taxes à la vente temporaires depuis des lustres.

Il en faut plus pour effrayer Raymond Laborde. «Je me suis senti obligé d'accepter ce rôle. Je connais et je respecte tous les joueurs en présence et tous me connaissent et me respectent. Aucun problème de ce côté-là!» affirme-t-il, confiant. Homme de convictions et de compromis, francophone et anglophone, parlementaire maintenant aux commandes, il apparaît aux observateurs comme le choix idéal pour la situation. Et s'il échoue, retournerait-il à la Chambre des Représentants? «Non, j'ai apporté ma contribution et fait tout ce que je pouvais. Je peux maintenant mieux servir comme Commissaire de l'Administration».

Jacques Henry
Directeur du CODOFIL

(avec la collaboration d'Allison Bigley)